PRÉFET
DE CORSE
Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Décision d'examen au cas par cas n°013272/KK P du 11 mars 2026 relative au projet de défrichement en vue de faire de la plantation maraîchère et de vergers, sur le territoire de la commune de SALICE, en application de l'article R. 122 3-1 du code de l'environnement

**Le préfet de Corse,
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3-1 ;

Vu le décret du Président de la République du 23 juillet 2025 portant nomination du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud – M. Eric JALON ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 avril 2023 nommant Monsieur Jean-François BOYER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse à compter du 15 mai 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2025-08-27-0006 du 27 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François BOYER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R20-2025-08-28-00001 du 28 août 2025 portant subdélégation de signature à des agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, préalable au projet de défrichement, présentée le 16 février 2026 par la SCEA L'ORTU DI BAPPÒ représentée par M. Fabien GAFFORI et réputée complète le 06 mars 2026 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à la réalisation d'un défrichement de 4.5 ha, sur les parcelles AB n° 237 - 239 - 491 - 451 - 252 - 437 - 520 - 216 - 161 - 165 - 106 - 086 - 092 - 060 - 513 - 516 - 517 - 525 - 526 OB n° 337 - 338 - 339 - 340 - 342 - 343 - 344 - 345 en vue de planter 1 ha de culture maraîchère et 2 ha de vergers ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 47 b) « *Autres déboisements en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare »* du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet :

- **Au sein d'un Espace Stratégique Agricole (ESA) ;**
- **En dehors de toute ZNIEFF, tout Site NATURA 2000 ou toute autre zone cartographiée comme à enjeux de biodiversité ;**

Considérant que la durée des travaux est estimée à une durée d'environ 3 mois ;

Considérant que les déchets verts seront broyés et laissés sur place ou évacués vers une filière agréée ;

Considérant le maintien de certains arbres et que les arbres abattus seront valorisés en bois de chauffage ;

Considérant le faible terrassement pour la création de 2 pistes avec un linéaire de 220 m sur les parcelles AB n° 237 et 526 et 150 m sur les parcelles OB 337 et 345 avec une largeur approximative de 3.50 m ;

Considérant que les déblais issus des terrassements seront réutilisés sur site ;

Considérant que le projet s'implantera dans un secteur à vocation agricole et ne comprendra aucune artificialisation des sols ;

Considérant que les parcelles seront clôturées avec un linéaire de 1720 m ;

Considérant qu'au regard des données disponibles, le projet n'apparaît pas susceptible d'impacter significativement la biodiversité sur les terrains concernés ;

Considérant que :

- **Tout pétitionnaire doit s'assurer avant d'entreprendre ses travaux, de l'absence d'espèces protégées ;**
- **En cas de présence, il doit éviter tout impact en ajustant ses modalités d'intervention ;**
- **Enfin, les éventuels impacts résiduels doivent être soumis aux conclusions d'une demande de dérogation relative à l'interdiction de destruction d'espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement ;**

Considérant que, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DÉCIDE

Article 1er – Le projet de défrichement sur le territoire de la commune de SALICE, en vue de faire de la plantation maraîchère et de vergers, n'est pas soumis à étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 – La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 – La présente décision est publiée sur le site internet de l'autorité environnementale.

Article 4 – Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le préfet et par délégation du directeur,

Anne-Laure BARBEROUSSE a-laure.barberousse

Signature numérique de Anne-Laure BARBEROUSSE a-laure.barberousse
Date : 2026.03.11 11:14:55 +01'00'

Voies et délais de recours

— Recours administratif préalable obligatoire : à adresser à monsieur le préfet de Corse, Palais Lantivy, BP 401 - 20188 Ajaccio Cedex 1. Ce recours doit être obligatoirement introduit avant tout recours contentieux sous peine d'irrecevabilité de ce dernier. Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision, il a pour effet de proroger le délai de recours contentieux.
— Recours contentieux : à adresser au Tribunal administratif de Bastia, Villa Montepiano - 20 407 BASTIA. Le Tribunal administratif de Bastia peut également être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr. Le recours contentieux peut être introduit dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours